

<https://47.snuipp.fr/1er-mai-Pour-defendre-et-conforter-notre-modele-social>



1er mai : Pour défendre et conforter notre modèle social

- Actions -



Date de mise en ligne : jeudi 30 avril 2020

Date de parution : 1er mai 2022

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

- **Rassemblement départemental 10h30 Place Armand Fallières (préfecture) à Agen, puis défilé en ville.**
 - **Tonneins, à l'initiative de l'UL-CGT et de la FSU au cinéma REX à 17h30, projection du film « Debout les femmes », avec débat, exposition photos, et pot de l'amitié.**
-

Sommaire

- [Appel national Fonction publique](#)
- [Appel national interprofessionnel](#)

Appel national Fonction publique

Les organisations syndicales de la Fonction publique se félicitent de l'appel unitaire interprofessionnel à la mobilisation pour le 1er mai qui vient d'être rendu public. Elles s'investissent sans réserve dans cet appel.

Les enjeux écologiques, des services publics, du pouvoir d'achat, de la protection sociale et des retraites sont d'ores et déjà au cœur de l'actualité et le seront davantage encore à la fin avril.



Dans les circonstances graves et particulières que nous connaissons aujourd'hui, ce 1er mai sera aussi l'occasion pour le mouvement syndical de rappeler sa dimension internationale et sa solidarité pleine et entière avec le peuple ukrainien, toutes celles et ceux qui vivent en Ukraine, ou qui ont dû la fuir, qui subissent l'intolérable agression armée de Poutine.

Cette solidarité s'exprime également avec les travailleuses et travailleurs russes qui subissent les conséquences de la guerre et le régime autoritaire, et qui, nombreux, ne sont pas d'accord avec cette guerre et combattent leur gouvernement.

A proximité immédiate du premier tour des élections présidentielles, nos organisations syndicales rappellent leur attachement aux valeurs démocratiques et leur rejet des thèses de l'extrême droite.

Pour la fonction publique, de nouveau rudement mise à mal ces dernières années, ensemble, nos organisations syndicales exigent :

- Une forte et urgente augmentation salariale, principalement axée sur la hausse de la valeur du point d'indice,

sur l'attribution d'un nombre de points d'indice identique pour tous-tes, une meilleure reconnaissance des qualifications, de plus grandes amplitudes de carrière, des mesures structurantes pour conquérir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et une revalorisation des pensions.

- Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs des trois versants de la Fonction publique qui en ont besoin.
- Des dispositifs concrets permettant de combattre et de résorber la précarité, en commençant par des plans de titularisation.
- Le renforcement du Statut général, garantie pour les citoyens d'un agent public neutre et impartial dans l'exercice de ses missions publiques.
- L'amélioration des conditions de travail et de l'organisation du travail pour une meilleure protection de la santé et sécurité pour l'ensemble des agents des trois versants de la fonction publique.
- L'arrêt des régressions en matière de retraite et de pension civile – avec en particulier notre opposition à toute mesure de report de l'âge légal – et, à l'inverse, des améliorations pour toutes et tous.
- Une place prépondérante à la démocratie sociale, le respect des prérogatives des organisations syndicales représentatives et des droits syndicaux ainsi que des organismes consultatifs.
- Des budgets conséquents et ambitieux permettant de satisfaire ces revendications.

Pour la CGT Fonction publique, la FSU, Solidaires Fonction publique et l'UNSA Fonction Publique, ces sujets devront impérativement s'inscrire dans un véritable processus de négociation.

PAS UNE, PAS UN D'ENTRE NOUS NE DOIT MANQUER AUX MOBILISATIONS DU 1ER MAI !

Appel national interprofessionnel

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, la mobilisation sera nécessaire.

La situation économique et sociale est en effet marquée par l'aggravation des inégalités, de la précarité et par la crise écologique qui s'accélère dangereusement. Les questions de salaires, de services publics, de protection sociale et de transition écologique devraient être au cœur des débats et amener des réponses concrètes.

Enfin, l'exigence de paix est aussi une revendication syndicale dans le contexte terrible des guerres notamment en Ukraine. C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, UNSA, Solidaires, FSU, UNEF, VL, MNL et FIDL appellent d'ores et déjà à préparer un 1er mai revendicatif pour faire de cette journée un temps fort de la mobilisation pour les salaires, les pensions, la protection sociale, les emplois, les services publics, l'engagement de la rupture écologique, la paix.



Pour une rupture profonde en matière salariale et pour les pensions. Avec un taux d'inflation qui s'emballe, la situation faite aux agent-es du public comme aux salarié-es, aux retraité-es, aux privé-es d'emploi comme aux étudiant-es n'est plus tolérable tandis que les milliardaires en France ont accumulé 236 milliards supplémentaires lors de la pandémie.

1er mai : Pour défendre et conforter notre modèle social

Dans le public comme dans le privé, le travail des salarié-es doit être reconnu à la hauteur de sa valeur, des richesses qu'il crée, et garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Les étudiant-es doivent pouvoir faire leurs études sereinement sans subir la précarité. Les pensions de retraites doivent être également revalorisées. Le 1er mai, exigeons des mesures fortes et générales d'augmentation des salaires et des pensions, des bourses étudiantes et un plan de rattrapage des pertes accumulées.

Pour arrêter de malmenager les services publics. Alors que les services publics contribuent à répondre aux besoins de la population et à réduire les inégalités, pour les organisations syndicales, il est aujourd'hui temps de reconnaître la valeur et l'engagement de leurs agent-es en améliorant leurs conditions de travail et en revalorisant d'urgence le point d'indice. L'urgence est en effet au renforcement et à la consolidation des statuts, à l'embauche massive et à la juste rémunération de tous les fonctionnaires.

Pour défendre et conforter notre modèle social. Les organisations syndicales continuent d'exiger la suppression de la réforme de l'assurance chômage, comme elles s'opposeront à tout projet visant à reporter l'âge légal de départ en retraite. La préservation de notre modèle social et de son financement passe par la lutte contre le chômage, par les augmentations de salaires, par la lutte contre l'évasion fiscale ou encore par la fin des exonérations de cotisations sociales non compensées par l'État.

Pour la transition écologique. Ce 1er mai doit être l'occasion d'exprimer la nécessité de mesures fortes et immédiates pour éviter les conséquences dramatiques du dérèglement climatique pour les écosystèmes et les populations. Cette question concerne au tout premier chef le monde du travail.

Pour lutter contre les semeurs de haine. Les organisations s'indignent de la montée des discours d'extrême droite qui propagent la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme et qui rejettent les luttes sociales, féministes, humanistes, ou encore d'identités sexuelles et de genre. Les organisations appellent à faire de ce 1er mai un moment fort de réaffirmation des valeurs de solidarité et d'égalité et d'opposition à toutes les formes de discriminations.

Pour la paix et la solidarité internationale. Fidèle à sa tradition internationaliste, le mouvement syndical placera aussi ce 1er mai sous le signe de sa solidarité avec le peuple ukrainien, et tous les peuples victimes des guerres. Les réfugié-es, d'où qu'elles et ils viennent doivent être accueilli-es dignement et sans discrimination, les citoyen-nes russes et biélorusses qui expriment leur opposition à la guerre doivent être soutenu-es. Les organisations dénoncent l'agression de la Russie et militent pour la paix. Celle-ci passe par un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et par le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples et du droit international. Les crimes de guerre doivent être dénoncés et punis quel que soit le pays où ils sont commis. Enfin, les organisations syndicales exigent une politique d'accueil humaniste qui soit la même pour toutes et tous les réfugié-es quels que soient leurs pays d'origine.

Pour toutes ces raisons, la CGT, l'UNSA, Solidaires, la FSU, l'UNEF, la VL, le MNL et la FIDL appellent salarié-es, agent-es public-ques, jeunes, retraité-es ou encore les privé-es d'emploi à participer aux rassemblements et aux manifestations le plus massivement possible le 1er mai.